

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,  
Brigitte CALVET, maire d'Aigrefeuille. (31280)

Après avoir participé à plusieurs réunions de ce débat, j'ai pu apprécier pleinement le formidable outil de démocratie participative que constitue la CNDP telle qu'elle est issue de la loi du 27.02.2002. à laquelle l'Etat doit se soumettre.

A ce titre je voudrais saluer le travail remarquable de la Commission Particulière. Je salue surtout l'ensemble des intervenants qui ont présenté leur analyse et leur opinion concernant le projet d'autoroute Castres-Toulouse. Toutes ces personnes sont des citoyens engagés, motivés, passionnés par les perspectives d'avenir de notre territoire. Nous sommes tous des voisins de ce territoire, nous sommes tous prêts à donner de notre énergie pour notre avenir commun. Nous souhaitons tous que le bassin de vie Castres-Mazamet puisse prospérer économiquement.

Alors - Comment a-t-on pu diviser aussi facilement tous ces hommes et ces femmes dans un face à face en deux camps : les pour et les contres, - sur une solution décidée par le gouvernement Balladur en 1994.

Pourquoi organiser l'affrontement entre Tarnais et Haut-Garonnais ?

A Auriac-sur-Vendinelle, on nous explique que le débat a été choisi par la CNDP. Je tiens à rappeler que c'est bien le maître d'ouvrage, l'Etat, dans la saisine des Ministres Borloo et Bussereau qui a donné un cadre aussi étriqué à ce débat.

Aux uns qui ont besoin d'avoir leurs communes reliées à la capitale régionale et au-delà, on explique qu'il n'y a qu'une solution et que c'est maintenant ou jamais ! Aux autres, dont je suis, qui pensent que de meilleures solutions existent, en particulier celle de favoriser le service public qui implique la gratuité des routes, on affirme qu'il n'en est rien ! A ceux qui comme ici à Verfeil craignent de voir passer non pas 2500 véhicules par jour mais 10 fois plus, on dit, circuler y a rien à voir.

Dans le cas présent, l'Etat, convaincu de la supériorité de sa solution esquive et organise à grand frais un débat à côté de la plaque, qui divise la population là où il y a besoin de dialogue et de coopération.

Donc serait-il possible d'organiser un véritable débat sur comment satisfaire au mieux les besoins du Sud-Tarn en transport rapide et sûr, vers Toulouse et le reste de l'Europe ?

Dans ce cas, les idées avancées lors de ce débat pourront être analysées et utilisées - et surtout, je pense qu'une solution débattue et concertée verrait le jour plus rapidement qu'une solution contestée et combattue par une large partie des collectivités et de la population concernées.